



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 Cernay

Référence : 0006700522_2023_12_07_BIMA_VIIC_MMR
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 rue de l'Industrie à 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 27/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement BIMA 83 est classé " SEVESO seuil Haut", pour ce type d'établissement l'inspection des installations classées effectue au moins une visite de contrôle annuelle portant sur les différents items en relation avec la prévention des risques majeurs accidentels. Le thème principal développé dans le cadre de cette inspection est la gestion et le suivi des mesures de maîtrise des risques " MMR". La gestion des MMR par l'établissement est apprécié au regard d'un cadre réglementaire défini.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 rue de l'Industrie 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société BIMA est spécialisée dans la fabrication de colorants et d'encre. Elle stocke et utilise dans ses fabrications différents produits chimiques, qui de par leurs caractéristiques peuvent présenter des dangers, principalement des risques toxiques et inflammables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques accidentels majeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Maîtrise des risques liés au vieillissement | Arrêté Ministériel du 23/05/2014, article annexe1, point 3 | Lettre de suite préfectorale | 90 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Sans objet |
| 3 | Suivi des MMR | Arrêté Ministériel du 26/08/2014, article 7 | Sans objet |
| 4 | Surveillance des performances | Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article 8 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté essentiellement sur la ligne de transfert d'acide chlorosulfonique. L'exploitant a mis en place les mesures de maîtrise des risques "MMR" qui lui ont été prescrites. Les "MMR" sont conçues, testées et maintenues en conformité avec les référentiels opposables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrises des Risques |
| <p>Prescription contrôlée : « Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité »</p> |
| <p>Constats : Constats Les barrières étudiées sont les barrières B2 et B3 concernant le phénomène dangereux : « Epanchage d'acide chlorosulfonique sous le rack de la tuyauterie »</p> <p>Barrière B3 : Temporisation (durée maximum du transfert réglé à 2 mn), arrêt de la pompe et fermeture de la vanne de sectionnement. Principe de fonctionnement : après 2 minutes de fonctionnement le transfert s'arrête automatiquement, un opérateur doit relancer par une action manuelle un second cycle de transfert. L'exploitant a exposé à l'Inspection le fonctionnement de cette barrière et a précisé le débit de transfert du produit. Après calculs de l'Inspection, la temporisation de 2 mn permet de réduire à 224 litres, la quantité de fluide répandue en cas d'une rupture totale de la ligne de transfert. Cette temporisation est inférieure au temps de transfert du volume d'acide chlorosulfonique nécessaire à la production d'un batch qui est de 5 minutes.</p> <p>Ainsi la barrière est efficace, car elle permet de limiter le volume d'acide épanché en cas de rupture de la ligne de transfert, et la cinétique de sa mise en œuvre (temps d'arrêt de la pompe et fermeture de la vanne) est en adéquation avec celle des événements à maîtriser.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection pendant la phase en salle les deux derniers tests de la barrière datant de juin 2023 et de mai 2022. Ainsi la barrière est périodiquement testée.</p> <p>En cas de défaillance de la minuterie, l'exploitant ne possède pas de minuterie en stock, il affirme pouvoir s'en procurer une rapidement. L'exploitant précise qu'en cas de défaillance technique, il suspend la production, jusqu'à la remise en état de la barrière. Le processus de production étant discontinu et fonctionnant par batch, le temps d'utilisation de la tuyauterie pour des opérations de transfert de produit est relativement réduit, quelques minutes par jour.</p> |

| |
|--|
| <p>La barrière B3 satisfait, dans les conditions actuelles d'exploitation des installations, aux critères énoncés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.</p> <p>Barrière B2 : détection de discordance entre le débit d'entrée et le débit de sortie, fermeture de la vanne de séparation et arrêt de la pompe de transfert.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le débit du transfert du produit et le seuil de détection de la barrière. Ce seuil étant à 8 l et le débit étant de 7 m3/h, après calcul il apparaît que le temps maximal de la fuite avant détection de celle-ci est de 4,1 secondes. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué le temps de fermeture de la vanne : 0,5 seconde. Ce qui représente une fuite d'environ 8,75 l d'acide chlorosulfonique auquel il faut ajouter le volume contenu dans la tuyauterie environ 200 l.</p> <p>Ainsi la barrière est efficace et présente une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection pendant la phase en salle les deux derniers contrôles de la barrière, datant de juin 2023 et de mai 2022.</p> <p>Ainsi la barrière est périodiquement testée, l'exploitant a mis en place un dispositif permettant de vérifier indépendamment chacun des deux débitmètres.</p> <p>En cas de défaillance la procédure est d'arrêter la production, il n'existe pas de système de shunt visant à contourner cette barrière.</p> <p>Comme pour la barrière B3, nous pouvons considérer que la barrière répond ainsi à la condition de maintenabilité</p> <p>La barrière B2 satisfait, dans les conditions actuelles d'exploitation des installations, aux critères énoncés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|--|

N° 2 : Maîtrise des risques liés au vieillissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2014, article annexe1, point 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise d'exploitation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a défini des points de contrôle de l'épaisseur des tubes constituant la ligne de transfert, ainsi 137 points ont été définis et matérialisés.</p> <p>Cependant à ce jour, l'exploitant n'a pas défini de valeur par rapport aux résultats des mesures déclenchant, soit une surveillance renforcée de la tuyauterie ou bien sa mise hors service.</p> <p>La périodicité retenue par l'exploitant est la fréquence minimale définie par le guide, c'est à dire 5 ans. Il n'y a pas encore eu de contrôle réalisé depuis la mise en service de la tuyauterie.</p> <p>Il convient que l'exploitant revoit et complète sa procédure de contrôle préalablement à la réalisation du premier contrôle qui doit intervenir en 2024.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 90 jours |

N° 3 : Suivi des MMR

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2014, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des mesures de maîtrise des risques |
| Prescription contrôlée : Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. |
| Constats : Registre des défaillances et de leur gestion (correctives et/ou préventives) : Les défaillances sont tracées et leur traitement est suivi au travers d'un outil de GMAO. L'Inspection a pu suivre le traitement d'une tâche récente au travers de la GMAO, du signalement de la défaillance jusqu'à l'intervention technique (cas d'une vanne de fond de cuve non étanche). En cas de dysfonctionnement observé par un opérateur, celui-ci le rapporte au responsable qui crée une tâche dans la GMAO. En cas de nécessité, le service maintenance est contacté pour intervention immédiate et les installations sont mises en position de sécurité. Chaque matin, une réunion de production permet de rapporter l'information à tous les employés et des consignes spécifiques sont passées. Les anomalies portant sur des MMR sont enregistrées avec actions correctives menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue aboutissant à la mise en œuvre de mesures préventives/correctives. L'Inspection n'a pas pu observer d'analyses d'anomalies aboutissant à la mise en œuvre de mesures préventives, seules des actions correctives ont été repérées. Les mesures organisationnelles mises en œuvre par l'exploitant répondent aux prescriptions énoncées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26/08/2014. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Surveillance des performances

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article 8 et annexe I, point 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, surveillance des performances, retour d'expérience |
| Prescription contrôlée : Article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014 L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. Annexe I : Système de gestion de la sécurité 6. Surveillance des performances Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les |

| |
|---|
| indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles. |
| <p>Constats :</p> <p>Selon les éléments donnés en visite par l'exploitant, les presque accidents qui se produisent sur le site sont relevés, analysés et au besoin des mesures correctives sont définies et mises en œuvre. Les consignes peuvent être rappelées en réunion de production.</p> <p>L'exploitant consulte périodiquement les fiches du BARPI et si les retours sont transposables à ses installations, ils sont analysés plus finement et des actions correctives peuvent être mises en œuvre. Lors de la visite, aucun exemple concret ne permettant d'illustrer ce point n'a été produit. L'organisation mise en place est de nature à répondre à la prescription énoncée à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 24/05/2014, cependant il conviendrait que l'exploitant formalise par des procédures les pratiques qu'il a mis en place.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |